

RCS : BOBIGNY
Code greffe : 9301

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BOBIGNY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 B 09107
Numéro SIREN : 902 431 170
Nom ou dénomination : A&G

Ce dépôt a été enregistré le 19/08/2021 sous le numéro de dépôt 23792

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

Article 40 de la loi du 24, juillet 1966

En exécution de la mission de Commissaire aux Apports qui m'a été confiée le 09/08/2021, conformément à l'article 40 de la loi du 24 juillet 1966 sur les Sociétés Commerciales, par les Associés de la société par actions simplifiée unipersonnel « A&G », au capital de 10 000 Euros, dont le siège social est situé 13/15 AVENUE MARCEL DASSAULT 93370 MONTFERMEIL.

Les Apports en nature faits par le président sont constitués par:

Le président :

- 1 Ordinateur portable ASUS	évalué à 1200.00 Euros
- 1 Ordinateur APPLE mac book pro 15	évalué à 2000.00 Euros
- 1 Lot de mobilier de bureau	évalué à 2000.00 Euros
- 1 Imprimante 3D VOLUMIC Stream	évalué à 3500.00 Euros
- 1 Imprimante Xerox 6655	évalué à 1300.00 Euros

TOTAL

10 000 EUROS

Qui sont la propriété de la société A&G.

J'ai effectué les diligences que j'ai estimées nécessaires selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la valeur globale des apports décrits ci-dessus dont le total s'élève à 10 000 Euros.

Fait à Aubervilliers
Le 09/08/2021

Le Commissaire aux Apports



Société par Actions Simplifiée au capital de 8 000 euros
Société d'Expertise Comptable et d'Audit
Siège Social : 38, rue de la Commune de Paris 93300 AUBERVILLIERS
RCS 800 897 712

Tél : 01 43 52 33 33 Fax : 01 43 52 30 38

23792

SAS A&G
Société par actions simplifiée unipersonnel
au capital de 10 000 euros
Siège social : 13/15 AVENUE MARCEL DASSAULT 93370 MONTFERMEIL

LISTE DES SOUSCRIPTEURS D'ACTIONS
--

Nom, prénoms, adresse ou dénomination, siège des souscripteurs	Nombre d'actions souscrites Nombre	Montant total des souscriptions Montant
MME KAUR EP. GIAN CHAND KIRANJEET 20 RUE DES ARCADES FLEURIES 77500 CHELLES	100	10 000 €

Certifié exact, sincère et véritable par MME KAUR EP. GIAN CHAND KIRANJEET est les actionnaires uniques de la Société SAS CIE, SASU en cours d'immatriculation.

Fait à MONTFERMEIL

Le 06/08/2021
En 2 exemplaires



A&G

**SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE UNIPERSONNEL
AU CAPITAL DE 10 000€
SIEGE SOCIAL : 13/15 AVENUE MARCEL DASSAULT
93370 MONTFERMEIL**

STATUTS

LE SOUSSIGNE :

MME. KAUR EP. GIAN CHAND KIRANJEET,
Né le 28/03/1994 à ROPAR (99) en Inde de nationalité Indienne.
Demeurant au 20 Rue des Arcades Fleuries 77500 Chelles.

A établi, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société par actions simplifiée unipersonnel.

Article 1 : Forme

Il est formé par les présentes entre les titulaires des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société par actions simplifiée. Elle sera régie par les présents statuts ainsi que par les articles L. 227-1 à L.227-20 du Code de commerce. Dans le silence des statuts, il sera fait, en tant que de raison, application des dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés anonymes.

Article 2 : Objet

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger

Commerce de gros, Import-export, achats ventes de tous textiles et marchandises et toutes activités connexes se rapportant directement ou indirectement à l'objet social, broderie. La participation de la société à toutes opérations susceptibles de se rattacher audit objet par voie de création de sociétés nouvelles, apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, acquisition, location ou location-gérance de fonds de commerce, alliance, association en participation ou groupement d'intérêt économique ; Ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement audit objet, ou à tous objets similaires ou connexes.

Article 3 : Dénomination

La dénomination sociale est **A&G**.

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « été par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 : Siège social

Le siège social est fixé à **13/15 AVENUE MARCEL DASSAULT 93370 MONTFERMEIL**.

Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire français métropolitain, y compris en Corse, par simple décision du Président, ratifiée par les associés.

Le Président peut librement créer des succursales partout en France et à l'étranger où il le juge utile.

Article 5 : Durée

La durée de la société est fixée, sauf dissolution anticipée ou prorogation, à **99 années** à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Article 6 : Apports

Les soussignés font apport à la société, à savoir :

Les soussignés font apport à la société, à savoir :

6.1- Les apports en nature :

MME. KAUR EP. GIAN CHAND KIRANJEET, apporte en nature du matériel évalué à la somme de **10 000 euros**

Les apports en nature ont été validés par un commissaire aux comptes ci-joint le rapport.

Article 7 : Capital social

Le capital social est fixé à **DIX MILLE euros (10 000)** divisé en **CENT actions (100)** de **100 euros**.

- **MME. KAUR EP. GIAN CHAND KIRANJEET**, possède les parts de **001 à 100**;

Article 8 : Modifications du capital

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par les associés statuant dans les conditions des articles 16 à 16-5 ci-après.

Article 9 : Forme des actions

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en compte, au nom des actionnaires, sur un registre tenu par la société dans des conditions et modalités fixées par la loi.

Article 10 : Cession des actions

La cession des actions est constatée par un virement des actions cédées du compte du cédant au compte du cessionnaire. Cette opération ne s'effectue qu'après justification par le cédant du respect des dispositions légales et statutaires. Toute cession effectuée en violation des clauses statutaires est nulle de plein droit.

Article 11 : Clauses particulières relatives au transfert des actions

[Les statuts peuvent aménager une clause d'inaliénabilité, d'agrément, de préemption, de plafonnement de participation, d'exclusion, d'égalité...]

Article 12 : Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les actionnaires sont tenus de libérer les actions par eux souscrites dans les 15 jours de l'appel de fonds formulé par le Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts, aux actes, et aux décisions collectives. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les indivisaires des actions doivent notifier à la société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le délai de 15 jours à compter de la survenance de l'indivision, le nom du représentant de l'indivision qui exercera les droits attachés aux actions. Le changement de représentant de l'indivision ne sera opposable à la société, qu'à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter

de sa notification à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Sous réserve de ne pas priver le nu-propriétaire ou l'usufruitier de leur droit de vote, une autre répartition peut être aménagée.

Article 13 : Président

La société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président exerce ses fonctions pour une durée et dans des conditions fixées par la collectivité des associés.

MME. KAUR EP. GIAN CHAND KIRANJEET demeurant 20 Rue des Arcades Fleuries

77500 Chelles. L'actionnaire investi des fonctions de Président ou qui demande son investiture ne prend pas part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte dans le calcul du quorum. En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions pour une durée supérieure à 90 jours, dûment constaté par les associés, il est pourvu dans un délai de 90 jours à son remplacement par le président indiqué le mode et la désignation d'un suppléant]. Le Président par intérim ne demeure en fonction que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur. Le Président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social. Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve. Dans les rapports avec les actionnaires, le Président ne peut, sans l'accord de l'unanimité desdits actionnaires, et sauf à engager sa responsabilité personnelle

- décider des investissements supérieurs à 50% des actions ;
- céder des éléments d'actif d'une valeur supérieure à 50% des actions ;
- procéder à la création de filiales, prise de participations;

Article 14 : Autres organes dirigeants (facultatif)

14-1.général :

Les actionnaires peuvent nommer à la majorité simple o qualifiée de deux tiers, trois quarts, ou autre] un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales indiquer le cas échéant un autre mode de désignation Les pouvoirs du directeur général, la durée de ses fonctions et sa rémunération sont déterminés par l'assemblée générale ordinaire. Il ne prend pas part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum. Il est révocable ad nutum sur proposition du Président ou d'actionnaires détenteurs d'au moins $\frac{1}{4}$ du capital de la société. En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attributions. Le directeur général dispose, à l'égard de la société, des mêmes pouvoirs que le Président. Il ne peut représenter la société vis-à-vis des tiers.

14-2.d'administration:

1. Du conseil d'administration

La société comprend un conseil d'administration composé de 2 membres, associés ou non.

Les administrateurs sont nommés par les associés pour une durée d'un an et leurs fonctions prennent fin dans les mêmes conditions que celles fixées pour le président.

Les administrateurs désignent, au sein de leurs membres ou en dehors d'eux, un président du conseil d'administration chargé principalement de convoquer et de présider leurs réunions. Le président de la société peut être désigné en qualité d'administrateur. Les administrateurs ont qualité de dirigeants.

2. délibérations du conseil d'administration Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président du conseil d'administration ou du président, au moins de ses membres. Les convocations ont lieu par tous moyens.

Le conseil d'administration est convoqué et tient séance au siège social ou à tout autre endroit désigné sur la convocation. Il est présidé par le président du conseil d'administration, ou en cas d'empêchement par un administrateur désigné à la majorité des voix. La présence du président et des membres du conseil d'administration est indispensable pour la validité des délibérations. Le vote par procuration est admis ou autorisé] Le président et le ou les directeurs généraux peuvent assister aux débats fixer les modalités de la participation.

3. du conseil d'administration

Les décisions suivantes sont de la compétence exclusive du conseil d'administration, et sont adoptées aux conditions de majorité fixées ci-dessus

- L'inaliénabilité des actions.

- L'agrément lors des cessions d'actions l'exclusion d'un actionnaire.
- La suspension des droits de vote d'un associé dont le contrôle est modifiée.

14-3. Spéciaux:

Il est institué un comité chargé de contrôle des rémunérations, des comptes, des conventions réglementées, agréments. Ce comité est composé de tous membres désignés par l'assemblée. Son fonctionnement est identique à celui du conseil d'administration. Sauf immixtion dans la gestion, les membres n'ont pas la qualité de dirigeants pour l'application des règles légales et statutaires. Les pouvoirs, la durée des fonctions, et la rémunération de ces membres sont déterminés par la collectivité des associés. Les membres du comité ne peuvent être relevés de leurs fonctions qu'en cas de faute grave.

Article 15 : Conventions entre la société et les dirigeants

Le Président, le directeur général, ou les membres du conseil d'administration avisent les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, dans le délai 15 jours indiquer un délai à compter de la conclusion des dites conventions. Ils informent également le commissaire aux comptes des conventions conclues avec la société dans laquelle ils sont directement ou indirectement intéressés. À l'occasion de la consultation des associés sur les comptes annuels, les commissaires aux comptes présentent aux actionnaires, un rapport sur l'ensemble de ces conventions. Le dirigeant au profit de qui une telle convention est intervenue ne participe pas au vote. Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le dirigeant l'ayant conclue, d'en supporter les conséquences préjudiciables pour la société. Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L.653-8 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président, aux directeurs généraux et à tout autre dirigeant de la société.

Article 16 : Décisions des actionnaires

Les décisions collectives des actionnaires sont prises, à la discrétion du Président, en assemblée, ce qui implique une réunion physique des associés en un même lieu, ou par consultation par correspondance.

16-1. Délibération en assemblée :

Les conditions et les modalités de l'assemblée sont librement fixées].

16-2. Délibération sur consultation :

Les conditions et les modalités de la consultation écrite sont librement fixées].

16-3 Quorum et majorité : Les conditions de quorum et de majorité sont libres].

16-4. Répartition des voix : La répartition des voix est libre].

16-5. des décisions : Éventuellement, prévoir une distinction selon la nature ordinaire ou extraordinaire des décisions].

Article 17 : Convocation et information des actionnaires

Les associés sont convoqués, pour toute assemblée ou consultation par correspondance 15 jours avant la date prévue pour le vote des résolutions inscrites à l'ordre du jour. Cette convocation ne peut se faire que par télex, télécopie ou lettre recommandée avec demande d'avis de réception. L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont communiqués à chacun d'eux, au moins 15 jours avant l'assemblée ou la consultation. Les moyens de communication sont libres vidéo conférence, courrier électronique, télex, télécopie et autres moyens, peuvent être utilisés par la société pour éclairer et informer les associés sur les résolutions mises aux votes.

Article 18 : Exercice social

L'année sociale commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre. Par exception, le premier exercice social sera clôturé le 31/12/2021.

Article 19 : Comptes annuels et résultats sociaux

Dans les six mois de la clôture de l'exercice social, le Président ou le directeur général est tenu de consulter les associés sur les comptes et l'affectation du résultat de l'exercice social écoulé. Ce délai peut être prorogé par décision de justice. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident soit de l'affecter à un poste de réserve du bilan, soit de le reporter à nouveau, soit de le distribuer. Dans ce dernier cas, les sommes distribuées sont prélevées par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice, et ensuite sur les réserves dont la société a la disposition, en indiquant expressément les postes de

réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Les dividendes distribués aux actionnaires sont proportionnels à leur participation au capital social de la société.

Article 20 : Comité d'entreprise

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

Article 21 : Dissolution et liquidation

La société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par l'extinction totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour juste motif. La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective des associés indiqués les conditions de quorum et de majorité. La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au registre du commerce et des sociétés. La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention «été en liquidation» ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société. La liquidation est effectuée conformément à la loi. Les associés qui décident la dissolution désignent un liquidateur amiable choisi parmi les associés ou en dehors d'eux. Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des actions qui n'aurait pas encore été remboursé. Le bon de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions. Si la société ne comprend plus qu'un seul associé personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, conformément à l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans liquidation préalable.

Article 22 : Contestations

Tous différends susceptibles de surgir pendant la durée de la société, ou au cours des opérations de liquidation, soit entre les associés et les représentants légaux de la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront soumis à arbitrage.

Variant Clause de conciliation ou d'arbitrage.

Article 23 : Engagements pour le compte de la société

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, ci-après annexé, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté aux actionnaires. Au cas où la société ne serait pas immatriculée ou ne reprendrait pas lesdits engagements, les associés ayant agi pour son compte sont réputés avoir agi pour leur compte personnel. En attendant l'accomplissement de la formalité d'immatriculation de la société au RCS de BOBIGNY, cofondateur, ou à tout mandataire de son choix qu'il se substituerait, de prendre au nom et pour le compte de la société, ce qu'il accepte, les engagements suivants

Fait à MONTFERMEIL, le 09/08/2021

